

Rafles vichystes, charters d'expulsion, lois Toubon-Debré...

Mobilisations ouvrières/immigrées contre la guerre raciste de Chirac!



Le Bolchévik



Michel Gangne/AFP

Le 22 mars, à l'aube, Chirac lançait ses CRS contre trois cents Africains réfugiés dans l'église Saint-Ambroise, à Paris. A gauche, la Ligue trotskyste dans la manifestation du 30 mars contre les rafles et les expulsions racistes.

Nous reproduisons ci-dessous le tract que la Ligue trotskyste a diffusé pour la manifestation du 30 mars dernier, à Paris, en riposte aux rafles racistes des Africains de Saint-Ambroise et aux expulsions qui ont suivi.

28 mars 1996 - Le gouvernement Chirac vient, aujourd'hui, d'expulser par

charter, à destination du Mali, une cinquantaine d'Africains, dont sept avaient été victimes des rafles de l'église Saint-Ambroise, à Paris. Cette atrocité raciste - survenant quelques jours seulement après les manifestations en défense des Africains de Saint-Ambroise - est une provocation non seulement contre tous les « immigrés » mais aussi contre tous les

opprimés et toute la classe ouvrière.

La riposte doit être immédiate, massive, puissante! Le mouvement ouvrier doit se mobiliser dès aujourd'hui. Il faut mobiliser derrière les bataillons de l'automobile et de l'industrie (dont les travailleurs « immigrés » sont au cœur) la jeunesse antiraciste et tous ceux qui subissent l'oppression capitaliste - en défense

des Africains expulsés, contre toute expulsion.

La Ligue trotskyste s'est immédiatement mobilisée pour protester contre les rafles des 22 et 24 mars et les menaces d'expulsions décidées par le gouvernement. Elle était présente durant les rassemblements de protestation. Le Comité de défense sociale, notre organisation de défense, a envoyé une lettre de protestation au gouvernement: « Le CDDS dénonce cette opération de guerre raciste qui fait suite à l'établissement du plan Vigipirate - le plus grand déploiement militaire à l'intérieur du territoire français depuis la guerre d'Algérie contre la population immigrée. Après la puissante vague de grèves de décembre dernier, le gouvernement de Chirac-Juppé cherche, avec cette offensive raciste, à diviser la classe ouvrière multietnienne dans le but d'imposer son programme de régression sociale à l'ensemble des travailleurs. »

A bas la guerre raciste de Chirac-Juppé!

Les 22 et 24 mars, à l'aube, une véritable armada policière perpétrait, à l'église Saint-Ambroise et au gymnase Japy, dans le XI^e arrondissement parisien, deux rafles vichystes à l'encontre de familles africaines qui défendaient leur droit à avoir une vie décente dans ce pays. 62 Africains seront désignés pour être expulsés.

Ce raid raciste a reçu la bénédiction
Suite page 6

Italie : les banquiers de Maastricht fêtent la victoire électorale de l'Olivier

Nous reproduisons ci-dessous une version abrégée de l'article paru dans Spartaco n° 48 (mai), le journal de nos camarades italiens de la Lega trotskista d'Italia.

Avec la victoire de l'Olivier (L'Ulivo) dans les élections du 21 avril, le Parti démocratique de la gauche (PDS), héritier du Parti communiste italien (PCI), participe à un gouvernement pour la première fois depuis 1947. Et les marchés financiers du monde entier ont applaudi le résultat des élections. L'énorme vague de grèves de 1994 avait en effet démontré que le gouvernement du démagogue réactionnaire Berlusconi ne réussissait pas à faire passer les mesu-

res féroces de régression sociale que réclame la bourgeoisie. Maintenant, les maîtres du capital espèrent que les travailleurs accepteront une austérité imposée par le PDS, qui a des liens organiques avec les combattifs syndicats italiens. Pendant ce temps, l'opposition loyale de Rifondazione comunista, une scission du PCI, (qui a promis de voter la confiance au gouvernement de l'Olivier et qui le soutiendra à chaque moment crucial), aidera à faire passer la pilule amère que la classe ouvrière est censée avaler.

Ce qui est en train de se jouer, c'est une trahison des intérêts de classe des travailleurs commise par leurs directions réformistes. Cette trahison camouflée par les drapeaux rouges qui claquent au vent

est semblable à ce qui s'était passé avec la Résistance à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, quand le PCI avait désarmé sa base, qui avait le pouvoir entre ses mains dans de nombreuses villes. Cela avait permis la reconsolidation du pouvoir de la bourgeoisie, l'éviction du PCI du gouvernement et la répression antiouvrière des années 1950.

L'alliance menée par le PDS va maintenant tenter d'appliquer son programme antiouvrier: « L'Etat doit se retirer des secteurs économiques où il est présent aujourd'hui. Il doit les rétrocéder aux banques et aux entreprises industrielles privées »; « la concurrence est une valeur [...] ». Nous voulons utiliser les leviers de l'intelligence, des capacités de gestion. »

L'Olivier reprend aussi totalement à son compte la campagne d'ordre moral exigée par la bourgeoisie et orchestrée par le Vatican. Le nouveau premier ministre, Prodi, est un ancien notable de la Démocratie chrétienne. Il a été choisi comme chef de file de l'Olivier pour se concilier les bonnes grâces du Vatican. Ce personnage soutient le « Mouvement pour la vie », une officine qui « condamne l'avortement » et demande « la pleine reconnaissance des droits de chaque être humain, dès la conception » (Corriera della Sera, 20 avril). C'est là une conception totalement réactionnaire qui, si elle était mise en application, éliminerait toute possibilité d'avortement. Femmes,

Suite page 2

M 2651 - 138 - 5,00 F-RD



Les trotskystes disent : Rompez avec le front populaire !

Italie...

Suite de la page 1

jeunes et immigrés serviront de boucs émissaires pour chaque lire extorquée aux travailleurs italiens.

Avant les élections de mars 1994, nos camarades de la Lega trotskista d'Italia (LTd'I) écrivaient : « *Maintenant que la "république des corrompus" est enterrée, l'heure est à la deuxième république des "mains propres". Mais le choix entre la droite et la gauche est un choix entre des alternatives bourgeoises qui toutes deux sont des ennemies des travailleurs et des opprimés [...]. Mais ce front populaire, une alliance de collaboration de classes entre les patrons et les partis ouvriers réformistes, ne stoppera pas les fascistes, il préservera le système d'austérité raciste et capitaliste qui engendre la vermine en chemise noire et démoralise la classe ouvrière. De plus, il enchaîne le prolétariat à ses ennemis de classe.* »

C'est pourquoi la LTd'I était contre tout vote pour le front populaire et les partis qui y participent, y compris RC, dans les élections du 21 avril ; elle insiste que ce qui est décisif, ce ne sont pas les élections bourgeoises ou les blocs parlementaires, mais la lutte de classe. Le gouvernement de l'Olivier issu des élections du 21 avril sera antiouvrier, anti-femme et anti-immigré.

Une puissante riposte des travailleurs est nécessaire pour mettre en échec l'offensive généralisée lancée par la bourgeoisie. Si le prolétariat n'engage pas une lutte de classe contre ce gouvernement et son programme de régression sociale, le front populaire au pouvoir – en paralysant les travailleurs et en jetant encore plus la petite-bourgeoisie et des couches ouvrières arriérées dans les bras des démagogues populistes et des nervis fascistes – ouvrira la voie à un retour au pouvoir de sinistres forces réactionnaires. Mais pour que le prolétariat soit capable de l'emporter, il est nécessaire d'engager politiquement le combat contre le PDS, RC et la bureaucratie syndicale, et de forger une direction révolutionnaire du mouvement ouvrier. La LTd'I se bat pour construire en Italie un tel parti bolchévique qui luttera pour le pouvoir prolétarien.

Le front populaire au gouvernement : une politique antiouvrière...

L'offensive contre l'« Etat providence », et plus généralement contre le niveau de vie de la classe ouvrière et des opprimés dans toute l'Europe, a son origine dans la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique. Le « nouveau désordre mondial » a apporté guerres nationalistes, pogromes racistes contre les travailleurs immigrés, les Roms et les Juifs, et la paupérisation du prolétariat. Enivrées par l'« élimination de la menace communiste » et soumises à la pression d'une concurrence interimpérialiste accrue, les bourgeoisies européennes s'efforcent d'augmenter leurs profits en sabrant dans

les dépenses sociales et les autres concessions jadis faites aux travailleurs et qu'elles considèrent désormais inutiles. En Italie, le taux de chômage officiel est de 12 % ; plus de six millions de gens vivent au-dessous du seuil de pauvreté ; le taux d'exploitation a augmenté de 6 % au cours des trois dernières années. Le niveau de vie évolue conformément à la loi des ciseaux : les pauvres deviennent toujours plus pauvres, les riches toujours plus riches, les écarts se creusent entre hommes et femmes, « Blancs » et minorités ethniques, Nord et Sud.

Le Sud s'enfoncé dans la pauvreté. La fracture Nord-Sud s'élargit, attise le racisme à l'égard des gens du Sud et a contribué aux succès électoraux de la Ligue du Nord. Mais c'est le travail des centaines de milliers d'ouvriers originaires du Sud qui ont immigré dans le Nord pendant les années 1970 qui a contribué à créer la richesse de cette région.

Ce processus de dégradation du niveau de vie des travailleurs a commencé en 1983, avec les premières attaques contre la *scala mobile* (échelle mobile) lancées par le gouvernement Craxi ; il s'est rapidement accéléré après l'explosion des scandales de la corruption. Elu chef du gouvernement en 1994, Berlusconi a déclenché une attaque frontale contre le système des retraites. Le mouvement ouvrier a riposté immédiatement avec des manifestations, probablement les plus importantes depuis l'« Automne chaud » de 1969. Le PDS et RC ont pris la tête du mouvement pour chercher à le contrôler et ont utilisé comme moyen de pression la légitime colère et les luttes ouvrières pour parvenir à un gouvernement de

tion antérieure. Etre en Italie sans titre de séjour était auparavant un motif d'expulsion. C'est désormais un crime passible de la prison. En violation de tous les principes juridiques, un immigré qui « présente un train de vie trop élevé » est présumé coupable. Autrement dit, les travailleurs immigrés peuvent être ou non tolérés par l'Etat, de façon totalement arbitraire et uniquement à la condition qu'ils soient surexploités par la bourgeoisie, sinon c'est l'expulsion ou la prison. Tout cela a été préparé par des années de campagnes contre les soi-disant « dealers » immigrés, que le PDS et RC ont beaucoup contribué à attiser à Gênes en septembre 93, et par les persécutions racistes à l'encontre des immigrés décriés aussi comme des « violeurs ».

Même la prétendue « amnistie » des sans-papiers s'est révélée n'être qu'une ignoble manœuvre de Dini et Cie. Sur 250 000 personnes ayant demandé leur régularisation, seulement 100 000 (selon les prévisions les plus optimistes) pourront l'obtenir. Les employeurs ne veulent, en effet, généralement pas payer les contributions réclamées par l'INPS, la caisse nationale de retraite, et une grande partie des demandes ont été bloquées par des tracasseries bureaucratiques. La police a donc pu fichier d'un seul coup 150 000 « clandestins ». C'est cette politique qui légitimise la terreur raciste quotidienne de la police et des fascistes.

Contrairement au PDS et à RC, qui se font l'écho de la campagne anti-immigrée ou qui y participent activement, la LTd'I dit que quiconque a réussi à entrer en Italie a le droit d'y rester. Les trotskystes luttent pour l'intégration des travailleurs

rale » du « foyer domestique » doit être exaltée afin de justifier l'oppression des femmes, qui sont les premières licenciées et pour qui il est plus difficile de trouver un travail. Et toute « déviation » par rapport à cette conception de la famille, défendue par le Vatican, est réprimée.

Le front populaire de l'Olivier est parfaitement déterminé à mener cette campagne. Ses porte-parole déclaraient qu'une fois au pouvoir ils réviseraient la loi 194, qui légalise partiellement l'avortement en Italie. En fait, à cause de la soi-disant « clause de conscience » de cette loi (elle-même une concession du PCI au Vatican), il est devenu quasi impossible dans le Sud et très difficile dans le reste de l'Italie d'obtenir un avortement. Aujourd'hui, le front populaire veut restreindre encore le peu de droits reconnus, sur le papier, par la législation existante.

Le Vatican est en première ligne de cette campagne d'ordre moral anti-avortement, et même Bertinotti, le dirigeant de RC, lui apporte sa contribution. Le *Corriere della Sera* du 20 avril, dans un article intitulé « Bertinotti : le pape est avec nous », écrit : « *Le chef du parti néocommuniste a clos sa campagne électorale en lançant un appel au pontife Jean-Paul II : "Nous ne sommes pas allés à la pêche aux voix catholiques. Nous n'en n'avons pas besoin : il nous suffit d'écouter le pape Wojtyla condamner les excès du capitalisme et mettre en garde contre les lois du marché".* »

La loi « contre la violence sexuelle » a été enfantée sous les auspices du gouvernement Dini, avec le soutien des « progressistes ». C'est une des pires lois qui aient été conçues. Bien qu'elle contienne l'affirmation que le viol est un acte de violence contre l'individu et qu'elle réduise à 14 ans l'âge minimum pour des relations sexuelles librement consenties (avec la restriction drastique d'une différence d'âge maximale de 3 ans), cette nouvelle loi vise surtout à renforcer l'intervention de l'Etat dans la vie privée des individus et le mode de vie familial.

En vertu de la nouvelle loi, le juge est obligé de donner suite à toute plainte pour « abus sexuel » sur mineurs. Elle vise tout particulièrement les parents, les proches et quiconque est régulièrement en contact avec des mineurs, comme par exemple les enseignants. La personne accusée est aussi obligée de subir le test du sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles, en violation du droit à l'intimité qui existait auparavant.

Cette loi, résultat du travail conjoint de 67 députés – depuis l'AN et Forza Italia de Berlusconi jusqu'au PDS, en passant par les catholiques du CCD – est un mini-front populaire, avec comme porte-parole non officiels Alessandra Mussolini, la petite-fille du « Duce », et Anna Finocchiaro, du PDS. Cette loi, née sous les auspices du bonapartisme et d'une campagne d'ordre moral anti-immigrée et anti-avortement orchestrée par les médias et le Vatican, ne présage rien de bon pour les femmes, pour les jeunes – pour personne. Déjà, pendant la campagne anti-immigrée, la presse bourgeoise « populaire » a continuellement exploité des agressions, des cambriolages avec violence et aussi des affaires où des immigrés étaient accusés de viol. Les journaux martelaient les thèmes « immigrée = prostituée » et « immigré = dealer ». « *Propreté et ordre* » était le mot d'ordre de la manifestation d'AN à Turin en novembre 1995 contre les immigrés de la région de San Salvario. Une manifestation à laquelle participaient des représentants du PDS...

Nous sommes résolument opposés à toute intervention de l'Etat dans la vie sexuelle d'individus consentants. Nous sommes opposés à toute tentative du Vatican d'établir des normes de « moralité » pour la famille et à toute tentative de l'Etat de les faire respecter par la force. Nous sommes contre l'âge de consentement, et nous disons : Etat et Eglise, hors des chambres à coucher !

De gauche à droite, Dini, Prodi et D'Alema : l'Olivier – bourgeois, anti-femme, raciste.



front populaire. Sous la pression de millions de travailleurs descendus dans la rue, Berlusconi fut contraint de démissionner. Le PDS a mis alors sur pied un gouvernement (soutenu par RC à tous les moments cruciaux) dirigé par Lamberto Dini, l'auteur de l'infâme décret sur les retraites du gouvernement Berlusconi. Quelques mois après son entrée en fonction, en avril 1995, Dini réussit à faire passer les coupes sombres dans les retraites que Berlusconi n'avait pas pu imposer. Le soutien du PDS, de RC et des bureaucrates syndicaux avait fait la différence : ces gens employèrent ce qui reste de leur autorité pour modérer le plus possible la réaction des travailleurs. Le front populaire montrait ainsi, pour la énième fois, sa vraie nature : une coalition de collaboration de classes qui sabordonne le prolétariat à la bourgeoisie.

... une politique anti-immigrée

Le gouvernement Dini a donné aussi un avant-goût de ce que signifie le front populaire au gouvernement sur d'autres questions importantes : la question femmes et l'immigration. Outre les manifestations racistes auxquelles a participé le PDS, le gouvernement Dini, avec le soutien dudit PDS, a publié un décret sur l'immigration plus raciste que la législa-

tionnaire dans les syndicats et pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leurs familles.

Fini, le chef de l'Alliance nationale (AN – ex-MSI), s'est habillé en costume trois pièces pour faire alliance avec Berlusconi, mais le noyau de son mouvement est toujours fasciste et les *squadre* (sections d'assaut) n'ont pas disparu. Ils continuent leurs attaques contre les immigrés, les locaux de RC et du PDS, les militants de gauche et les secteurs les plus vulnérables de la classe ouvrière. C'est le devoir du mouvement ouvrier tout entier de lutter contre les fascistes en mobilisant les travailleurs et les victimes désignées de ces nervis, y compris en constituant des milices de défense multiethniques. Pour ce faire, il est nécessaire de combattre la politique de collaboration de classes raciste des directions réformistes.

... une politique anti-femme

La campagne d'ordre moral anti-femme, pour le renforcement de la famille, est un complément indispensable aux attaques lancées par la bourgeoisie contre le niveau de vie de la classe ouvrière. La famille est destinée à assumer le poids des services sociaux dont l'Etat veut se débarrasser. La « noblesse mo-

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationale), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : Xavier Brunoy, Alain Carl (responsable des pages *Spartacus*), Carine Gance (réalisation), Myriam Morin, Henri Riemann, Corinne Simon, Jean Thimault (rédacteur en chef)

DIFFUSION : Camille Cézard

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil

Commission paritaire : n° 59267 Distribué par les NMPP
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de La Poste et des industries graphiques.

Jean-Luc Gaillard



Le Bolchévik

1958-1996

Nous avons la douleur de faire part du décès de notre camarade Jean-Luc Gaillard. Il était âgé de 38 ans. Il a lutté pendant des années contre le sarcome de Kaposi, une infection opportuniste liée au virus du sida qui l'a finalement arraché à la vie, le samedi 27 avril.

Jean-Luc était un cadre révolutionnaire, particulièrement aimé et respecté dans la Ligue communiste internationale et dans sa section française, la Ligue trotskyste. Il avait adhéré en 1979. Pendant plusieurs années, il fut membre de notre comité central. Malgré sa grande faiblesse et les terribles souffrances que lui infligeait sa maladie, il suivait, avec toute sa volonté, son intelligence et son expérience, le travail et les discussions de notre parti auxquels il contribua, jusqu'au bout.

La disparition de ce camarade et ami remarquable est une tragédie. Nous exprimons nos plus chaleureuses sympathies à sa famille et à sa compagne que nos pensées accompagnent tout particulièrement en ces moments. Nous partageons leur immense chagrin.

Le Premier Mai, nous avons organisé une cérémonie en sa mémoire devant le Mur des Fédérés, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris. Une autre réunion pour lui rendre hommage se tiendra le samedi 1^{er} juin. (Tous ceux qui souhaitent y participer peuvent appeler le numéro de téléphone suivant : (1) 42 08 01 49.) Le prochain numéro du « Bolchévik » retracera plus longuement sa vie et son combat pour les idéaux émancipateurs du communisme.

Il n'est pas de meilleur hommage à rendre à Jean-Luc que de poursuivre le combat, qui fut le sien, pour construire le parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique et internationaliste.

La famille est le lieu principal de l'oppression des femmes. Nous, trotskystes, luttons pour abattre le capitalisme et pour instaurer un véritable gouvernement ouvrier, condition nécessaire de la libération des femmes. Nous combattons tous les fronts populaires, qui sacrifient les droits des femmes à la défense des intérêts de la bourgeoisie ; nous combattons toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes ; nous revendiquons l'avortement libre et gratuit pour toutes, y compris mineures et immigrées ; nous exigeons la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat, ainsi que l'expropriation du Vatican.

RC à la remorque du front populaire

RC a adopté une position de « désistement mutuel » en faveur de l'Olivier dans les élections du 21 avril. Dans une interview télévisée accordée le 6 avril, D'Alema, le chef du PDS, expliqua en ces termes ce « désistement mutuel » : « *Ce sont eux qui se désistent, pas nous. Dans 95 % des cas, les électeurs de Rifondazione voteront pour nos candidats et seulement dans 5 % des cas nous voterons pour eux.* » Bertinotti « justifie » cette trahison de classe éhontée et la subordination de RC à la bourgeoisie en expliquant qu'à cause du nouveau système électoral majoritaire, si son parti agissait autrement, « *RC risquerait de perdre ses représentants au parlement.* » RC a donc mené activement campagne pour l'Olivier, allant jusqu'à demander à des ouvriers de voter pour des patrons qui les licencient. Maura Cossutta, une des dirigeantes de RC, a ainsi demandé aux ouvriers de l'usine Superga de « voter dans le scrutin non proportionnel contre Fini et Berlusconi et pour De Benedetti », le propriétaire de cette usine, qui venait d'annoncer 300 licenciements (*Il Manifesto*, 17 avril).

Bertinotti a déjà assuré Prodi qu'il pouvait compter sur les voix des députés de RC lors du vote d'investiture de son gouvernement et expliqué qu'« *après la formation du gouvernement Prodi, celui-ci*

devra conquérir les suffrages de Rifondazione sur chaque question. » Bertinotti se limitera donc, à l'occasion, à une opposition polie, et en tout état de cause parlementaire, à un gouvernement de l'Olivier, et cela seulement quand il n'aura pas besoin des voix de RC pour appliquer sa politique. A chaque fois que la question à l'ordre du jour sera importante et que le vote ou l'abstention de RC seront décisifs, le parti de Bertinotti saura se conduire de façon « responsable » et sauver le front populaire, bien sûr pour « *faire barrage à la droite.* » Cela a été systématiquement le cas l'année dernière, depuis l'abstention sur le budget d'austérité fin 94, le dernier acte du gouvernement Berlusconi, jusqu'à l'abstention dans le vote sur la confiance à Dini demandé par le « Polo delle libertà » (l'opposition de droite). Mais c'est moins pour ses voix au parlement que pour son rôle de groupe de pression, prétendument extérieur au gouvernement, que Prodi aura besoin de RC pour détourner la colère des travailleurs.

Quant à la soi-disant « gauche » de RC, dirigée par Franco Grisolia et Marco Ferrando et qui publie le journal *Proposta*, il convient de signaler qu'elle a été la première à se battre pour sauver le gouvernement Dini lorsqu'il réclama un vote de confiance du parlement. A un certain moment, elle s'était même opposée à la majorité de RC qui, dans un premier temps, voulait faire tomber le gouvernement (*Corriere della Sera*, 24 octobre 1995). Elle fait de son mieux, à coups d'arguments « de gauche » et de références frauduleuses à Lénine, pour convaincre les éléments les plus récalcitrants de RC qu'il est indispensable de soutenir le front populaire. *Proposta* (mai 1995) déclare sans équivoque que « *la lutte contre la droite berlusconienne est, et demeure, la tâche principale des communistes.* » Son numéro de janvier appelle même à voter PPI, un parti soutenu par le Vatican, « *dans des situations particulières où il est nécessaire de faire battre un candidat fasciste ou réactionnaire.* »

La capitulation de RC devant la campagne raciste est un bon indicateur de sa politique de collaboration de classes et de ses appétits à se faire pleinement accepter dans l'alliance de front populaire. Le parti de Bertinotti participe actuellement à la direction de certaines municipalités avec les racistes virulents de la Ligue du Nord. En Lombardie, il a soutenu Diego Massi, ancien dirigeant de la Démocratie chrétienne et responsable de la police dans la municipalité de Milan, où il se consacrait à l'expulsion des immigrés des logements publics. Lors de la manifestation du 19 novembre 1995 à Turin contre le décret raciste, RC distribuait une déclaration qui faisait scandaleusement écho à la droite raciste : « *Il est donc nécessaire que les autorités appropriées répriment efficacement la criminalité de tous types et appliquent les lois italiennes avec les techniques d'investigation les plus modernes contre les dealers et la prostitution [...].* »

Il faut rompre avec le front populaire et construire un parti léniniste-trotskyste

La capitulation de RC et de ses appendices « de gauche » devant le front populaire a du mal à passer à la base du parti. Par exemple, *Il Manifesto* a publié quotidiennement des articles, des interviews et des lettres de camarades de RC déclarant vouloir s'abstenir lors des élections. Mais si beaucoup de militants de RC sont dégoûtés par le front populaire de l'Olivier, cela ne signifie pas qu'existe une opposition consciente à la politique de collaboration de classes en tant que telle ; cela reflète le fait que ce front populaire est extrêmement droitier et repoussant. Presque tout le monde souhaite un front populaire « plus à gauche », comme une alliance RC-PDS. Si la LTd'I n'est pas la seule dans le mouvement ouvrier italien à avoir appelé à l'abstention le 21 avril, elle est la seule à avoir dit ouvertement que *tout* gouvernement de front populaire sera antiouvrier, anti-femme et anti-immigré, et qu'il y a une nécessité urgente à combattre cette politique.

La classe ouvrière a montré sa détermination à résister à l'offensive bourgeoise du « nouvel ordre mondial », depuis les luttes impressionnantes des travailleurs italiens à l'automne 94 jusqu'à la puissante vague de grèves de décembre dernier en France. De nombreux militants voient dans la combativité ouvrière la solution. Mais comme la LTd'I l'écrivait dans *Spartaco* de février 1995 : « *Aucun niveau de combativité, aucune forme organisationnelle n'est en soi une garantie de victoire. L'élément essentiel est de rompre politiquement avec le front populaire et de construire un parti d'avant-garde authentiquement bolchévique, qui mènera les luttes ouvrières au-delà de la combativité économique, dans le sens de la lutte pour le pouvoir ouvrier.* »

Il y aura inévitablement des luttes des travailleurs et des opprimés contre la poursuite des attaques de la bourgeoisie. La question clé est de savoir qui dirigera ces luttes. Tandis que le PDS et RC, rejets du cadavre du stalinisme, prennent ouvertement fait et cause pour la bourgeoisie, leurs appendices d'« extrême gauche » comme *Proposta* jouent le rôle de porteurs d'eau du front populaire. Au contraire, il est nécessaire et urgent de lutter pour le communisme authentique.

RC comme le PDS sont la continuation du vieux PCI et de ses trahisons. Ils représentent un obstacle sur la voie de la révolution. Lénine définissait ces partis comme « ouvriers bourgeois » pour souligner la contradiction entre leur base ouvrière et leur politique bourgeoise. Ils ne sont pas réformables et aucune pression de la base, aussi forte soit-elle, ni aucune « manœuvre tactique » ne peuvent les transformer en partis révolutionnaires. Il est nécessaire de construire un parti léniniste qui mènera un combat sans merci contre la collaboration de classes et luttera pour arracher la base de ces partis à leur direction, dans le cadre de la lutte pour la révolution socialiste. La Lega trotskista d'Italia et la Ligue communiste internationale se battent pour construire un tel parti. ■



Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Nous reproduisons ci-dessous la deuxième partie de l'article de Joseph Seymour publiée dans Workers Vanguard n° 641, le journal de nos camarades de la Spartacist League/US. La première partie de cet article, sur les « origines de l'anarchisme » et les idées de Pierre-Joseph Proudhon, est parue dans le Bolchévik n° 137 (mars-avril).

Même si les écrits de Proudhon ont eu de l'influence auprès des ouvriers français politiquement actifs et avancés, il n'a pas essayé de devenir le dirigeant d'un mouvement organisé. Le mouvement anarchiste, en tant que tel, a pris naissance avec Mikhaïl Bakounine dans les années 1860. Proudhon était fondamentalement un théoricien dont les idées sont restées plutôt cohérentes durant ses 25 ans de journaliste radical. A l'opposé, Bakounine était un aventurier politique qui agissait avec des programmes très différents et dans des mouvements et milieux différents. Certains anarchistes contemporains tel que Sam Dolgoff affirment que les idées et activités de Bakounine avant le milieu des années 1860 n'ont que peu ou rien à voir avec l'anarchisme, ce qui est très embarrassant pour eux. Il y a pourtant d'importants éléments de continuité dans la carrière mouvementée de Bakounine.

Il était le fils aîné d'un propriétaire terrien aristocrate russe, homme de grande culture qui avait du respect pour l'éducation mais aux idées politiques conventionnelles. Comme tous les jeunes nobles russes, Mikhaïl fut envoyé dans une académie militaire et, après avoir obtenu son diplôme, devint officier subalterne dans l'armée tsariste. Mais Bakounine n'avait pas la discipline nécessaire pour faire une carrière militaire et, après quelques années, il quitta de lui-même l'armée. Il mena ensuite une vie de Bohème dans les cercles intellectuels de Moscou. C'est là qu'il se lia d'amitié avec Alexandre Herzen, le futur fondateur du populisme russe. Mais il n'était en aucun cas radical en politique quand, âgé d'une vingtaine d'années, il quitta la Russie pour aller étudier la philosophie en Allemagne.

Quand il arriva à Berlin en 1840, la vie intellectuelle était dominée par la gauche hégélienne - ses partisans et ses opposants. Ce courant d'intellectuels aux idées démocratiques était en train de se radicaliser face à la politique de plus en plus

History Today



Bakounine s'était d'abord fait connaître comme un nationaliste panslave de gauche lors des révolutions de 1848. Sa participation, en 1849, au soulèvement de Dresde l'avait conduit en prison, pour huit ans.

Marxisme contre Anarchisme

De 1848 à la Révolution bolchévique

répressive du nouveau roi de Prusse, plus réactionnaire et plus bigot. Fondamentalement, la gauche hégélienne était une expression dans la jeunesse allemande instruite de la contradiction croissante entre le rapide développement des socié-

son honneur, devint un ardent partisan de la lutte pour l'indépendance de la Pologne, qui était asservie et partagée entre les Etats russe, prussien et austro-hongrois. La cause de la libération nationale polonaise de l'oppression

Deuxième partie Mikhaïl Bakounine : le fondateur du mouvement anarchiste

tés bourgeoises en Europe occidentale et centrale et les régimes monarchiques issus du passé féodal. Cette contradiction allait bientôt exploser dans les révolutions de 1848.

Bakounine devint membre à part entière de la gauche hégélienne, sa perspective à l'époque ne se distinguant pas du courant principal des radicaux européens des années 1840 - qui allaient devenir bientôt les « quarante-huitards rouges » - excepté son penchant pour la rhétorique extrémiste. Son premier écrit en tant que révolutionnaire déclaré, « La réaction en Allemagne » (1842), contient le fameux aphorisme : « La volupté de la destruction est en même temps une volupté créatrice. » Bakounine, ce qui est tout à

tripartite des Romanov, des Hohenzollern et des Habsbourg était proche et chère aux cœurs de pratiquement tous les éléments radicalisés des années 1840. Mais, pour un jeune noble russe, le fait de lier la lutte pour l'indépendance polonaise à une révolution démocratique au sein même de la Russie avait une importance toute particulière, surtout aux yeux de l'autocratie tsariste dont la surveillance ne se relâchait jamais.

Bakounine, nationaliste panslave de gauche

Pendant l'année historique de 1848, Karl Marx devint le dirigeant d'un groupe organisé sur la base d'un programme défini qui trouvait sa meilleure expression

Dietz Verlag



dans le Manifeste du parti communiste récemment publié. Au contraire, Bakounine s'est comporté comme un aventurier politique libre de toute attache et n'ayant pratiquement aucun impact sur les événements importants auxquels il participa. Il allait de Bruxelles à Paris, de Paris vers diverses villes d'Allemagne et de l'Empire austro-hongrois, cherchant l'action ou fuyant les autorités.

Néanmoins, c'est au cours de l'année historique de 1848 qu'il émergea comme une personnalité bien définie dans la gauche européenne. Non comme défenseur de l'anarchisme - dont la doctrine de base avait déjà été développée par Proudhon, que Bakounine connaissait personnellement - mais comme défenseur d'une version de gauche du nationalisme panslave. Il a pour la première fois énoncé ce programme au congrès slave de Prague en juin 1848 et l'a élaboré quelques mois plus tard dans une brochure : *Appel aux Slaves*.

Pour comprendre le panslavisme, y compris sa variante bakouninienne, il faut savoir qu'à cette époque tous les peuples slaves, excepté les Russes, étaient sous domination étrangère. Les Slaves de l'Ouest (les Tchèques et les Croates) étaient incorporés dans l'empire austro-hongrois dominé par les Allemands. Les Slaves du Sud ou des Balkans (les Serbes et les Bulgares) étaient sous le joug de la Turquie ottomane. Et les Polonais étaient assujettis à deux Etats germaniques et à l'Etat russe de leurs frères slaves.

Le panslavisme était avant tout une idéologie de droite qui cherchait à investir l'impérialisme russe d'une fallacieuse mission de « libération nationale », en particulier dans les Balkans. Toutefois, Bakounine a donné au panslavisme une posture de gauche en liant à la création d'une république démocratique en Russie le soutien que devait donner ce pays à la libération des Slaves de l'Ouest et du Sud. En référence au congrès panslave, son *Appel* affirme : « Nous avons fait un appel ferme à ce cher peuple russe qui, seul parmi les Slaves, a été capable de préserver son existence nationale. Nous prions les Russes de prêter sérieusement attention à ce qu'ils savent seulement trop bien - que leur nationalité et leur grandeur ne signifient rien tant qu'ils ne sont pas libres, tant qu'ils laissent leur pouvoir utilisé comme un fléau contre la Pologne malheureuse et comme une menace perpétuelle à la civilisation européenne. Voilà ce que nous avons déclaré, et avec les démocrates de tous les peuples, nous avons exigé : la liberté, l'égalité, la fraternité de toutes les nations, dans lesquelles les peuples slaves, libres comme tous ces peuples et en rapport fraternel avec tous, mais unis en une alliance plus étroite, peuvent bientôt se transformer en un vaste Etat démocratique » (reproduit dans Sam Dolgoff, *Bakounin on Anarchy* [1972]).

Ainsi, Bakounine était en train de projeter pour la Russie une révolution sociale et politique sur le modèle de la Révolution française de 1789, c'est-à-dire un mouvement démocratique bourgeois radical, fondé sur un soulèvement des classes urbaines inférieures (centralement le prolétariat artisanal) combiné à une révolte paysanne de masse. Mais la Russie des années 1840 n'avait pas de secteur urbain bourgeois significatif qui aurait pu prendre l'initiative d'une révolution populaire contre l'autocratie tsariste et la diriger. A leur façon, les dirigeants nationalistes petits-bourgeois (comme le Tchèque Ferdinand Palacky), qui ont organisé



Dietz Verlag

Insurgés polonais forgeant des armes pour combattre le gouvernement tsariste, en 1863. Bakounine abandonna le nationalisme panslave et développa les doctrines anarchistes à la suite de la défaite du soulèvement national polonais.

le congrès slave de Prague, l'avaient compris et ont donc rejeté l'idée de Bakounine d'un « Etat panslave démocratique », en la considérant comme une idée fantaisiste et utopique. A l'exception des Polonais, opprimés par les Slaves russes, les mouvements nationalistes parmi les peuples slaves de l'Ouest et des Balkans se tournaient vers l'autocratie tsariste ou la monarchie des Habsbourg pour soutenir leur cause.

L'Appel de Bakounine se conclut par un vague appel à la révolution sociale : « Il faut renverser les conditions matérielles et morales de notre existence actuelle, renverser de fond en comble ce monde social décrépît, devenu impuissant et stérile et qui ne saurait contenir, ni comporter une si grande masse de liberté. Il faut auparavant purifier notre atmosphère et transformer complètement le milieu dans lequel nous vivons, car il corrompt nos instincts et nos volontés, en rétrécissant nos cœurs et nos intelligences. La question sociale apparaît donc d'abord comme le renversement de la société. » D'un point de vue marxiste, deux choses sont frappantes dans ce passage. Premièrement, les « nous » au nom desquels Bakounine prétend parler ne sont ni les ouvriers ni les paysans ni même les classes opprimées et exploitées dans leur ensemble. Il est littéralement en train d'en appeler à tous les Slaves de toutes les classes sociales. Deuxièmement, et en partie à cause de cela, son appel à une révolution sociale manque totalement de contenu programmatique concret et n'est que de la rhétorique exaltée. Un aspect constant de la perspective de Bakounine est son rejet explicite de l'insistance de Marx et d'Engels sur les lois de l'histoire en tant que fondement de l'élaboration d'un programme pour réaliser l'objectif révolutionnaire. Lorsque la perspective matérialiste historique est rejetée, ce qui reste est, au fond, du moralisme en lieu et place d'une analyse de classe.

Le programme et les idées de Bakounine furent, à l'époque, l'objet de la critique incisive de Friedrich Engels dans son article « Le panslavisme démocratique » (février 1849). Cette polémique est en premier lieu significative parce qu'elle anticipe sur le débat ultérieur entre socialisme scientifique et anarchisme. Engels va au cœur de la vision du monde de Bakounine : la conviction que la libération nationale et sociale est au fond un acte de volonté qui peut être accompli n'importe où, n'importe quand et sous n'importe quelles conditions économiques. Engels explique : « Il n'est nullement question des obstacles réels à une telle libération générale, des degrés de civilisation complètement différents des peuples et des besoins politiques aussi différents qu'ils déterminent. Le mot "liberté" remplace tout. De la réalité, pas un mot, ou bien, dans la mesure où on la considère, elle est dépeinte comme une création arbitraire des

« congrès de despotes et de diplomates » absolument condamnables. Face à cette vilaine réalité, la prétendue volonté du peuple avec son impératif catégorique, avec son exigence absolue de "liberté" tout simplement [...]. "Justice", "humanité", "liberté", "égalité", "fraternité", "indépendance" - jusque-là nous n'avons rien trouvé d'autre dans le manifeste panslaviste que ces catégories plus ou moins morales ; elles sonnent bien, certes, mais, dans des questions historiques et politiques elles ne prouvent absolument rien. La "justice", l'"humanité", la "liberté" peuvent bien exprimer mille et mille fois telle ou telle exigence ; si la chose est impossible, elle ne se produit pas et reste malgré tout un "songe creux" » [souligné dans l'original]. Aujourd'hui, pas moins qu'en 1848, la liberté, l'égalité et la fraternité universelles véritables nécessiteront des décennies de développement économique, lequel ne pourra être réalisé que dans un système communiste mondial.

Marx et Engels avaient compris qu'il n'y avait pas de base sociale pour une révolution démocratique bourgeoise dans la Russie tsariste de cette époque. Ils avaient donc compris que, quelles que soient les notions confuses qui pouvaient exister dans la tête de Bakounine, le panslavisme ne pouvait servir que de couverture à une intervention tsariste en Europe centrale et dans les Balkans. Effectivement, juste quelques mois après qu'Engels eut écrit sa polémique contre Bakounine, l'armée russe, en alliance avec les forces des Habsbourg, réprimait le gouvernement bourgeois démocratique de Lajos Kossuth en Hongrie.

Dans un sens important, les positions de Marx et Engels sur la question nationale pendant les révolutions de 1848 se sont révélées fausses à la lumière du cours pris ultérieurement par l'histoire. Ils jugeaient les aspirations des nationalités est-européennes à l'indépendance nationale en fonction de leurs capacités à consolider des Etats-nations indépendants modernes, favorables au développement économique. Ils distinguaient les nations « démocratiques-révolutionnaires » et les nations réactionnaires selon que leur lutte nationale aidait ou entravait les révolutions européennes. Comme Bakounine, ils s'étaient prononcés de façon intransigeante en faveur d'une Pologne indépendante, puisque la partition de la Pologne était le ciment qui liait la Sainte-Alliance réactionnaire entre la Prusse, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Mais ils croyaient que les Slaves de l'Ouest (les Tchèques et les Croates) étaient incapables d'assurer une existence nationale indépendante et seraient, avec le temps, assimilés dans les nations allemande et hongroise, plus grandes.

Plus tard, un historien marxiste, Roman Rosdolsky, très critique des idées d'Engels sur la question slave, a toutefois observé que Marx et Engels avaient rai-

son dans leur évaluation des forces impliquées dans les luttes de 1848-49, constatant que le rôle joué par les « vieilles nations civilisées » (Allemands, Hongrois et Polonais) a été « dans l'ensemble tout à fait révolutionnaire alors que la lutte qu'ont menée contre elles les Slaves a bénéficié à la contre-révolution » (Friedrich Engels und das Problem der « geschichtlosen Völker » [1981]). Les espoirs que Bakounine avait placés dans les peuples slaves opprimés pour jouer un rôle révolutionnaire en 1848 furent anéantis. Le congrès slave tenu à Prague en juin de cette année-là se scinda en une aile radicale qui recherchait des actions communes avec les mouvements démocratiques en Allemagne et en Hongrie, et en une aile droite qui recherchait l'« autonomie » des régions slaves dans le cadre de la monarchie des Habsbourg. La Sabor (diète) des Slaves du Sud, qui se réunissait au même moment à Zagreb, était solidement dominée par l'aile droite qui exprimait sa loyauté aux Habsbourg et s'engageait à rester dans l'empire autrichien ; seule une petite minorité cherchait à faire le lien entre la lutte nationale et la lutte révolutionnaire contre les régimes monarchistes féodaux.

Bien que le Manifeste du Parti communiste prévoie que la lutte du prolétariat pour le pouvoir, en tant que classe pour soi, est la seule voie pour la libération de l'humanité de l'exploitation et de l'oppression, Marx et Engels attendaient toujours de la bourgeoisie démocratique qu'elle joue un rôle révolutionnaire en apportant le développement économique aux régions plus arriérées, y compris par la conquête militaire, comme l'avaient fait les armées de Napoléon qui avaient, à une époque, combattu les forces cléricales et réactionnaires dans les zones qu'elles avaient occupées. Les révolutions de 1848 ont démontré à Marx et Engels que la bourgeoisie - déjà effrayée par les masses plébéiennes soulevées - ne défendrait plus un programme démocratique de « liberté, égalité, fraternité ». La défaite de ces révolutions a ainsi conditionné les idées de Marx et d'Engels qui ont évolué sur la question nationale. La perspective d'assimilation des petites nationalités telles que les Tchèques et les Croates dans le contexte d'une révolution sociale à l'échelle européenne n'était plus à l'ordre du jour de l'histoire.

Au cours des décennies qui ont suivi, Marx et Engels comprirent que la conquête et l'incorporation des régions plus arriérées par des Etats capitalistes plus avancés ne feraient que perpétuer l'esclavage de ces peuples opprimés ainsi que celui du prolétariat des nations oppressives. Dans une lettre à Engels du 10 décembre 1869, Marx soutient l'indépendance irlandaise vis-à-vis de l'Angleterre et souligne qu'« il est de l'intérêt direct, absolu de la classe ouvrière anglaise de se défaire de ses liens actuels avec l'Irlande [...] ». La classe ouvrière anglaise ne fera jamais rien tant qu'elle ne se sera pas défaire de l'Irlande. [...] la réaction anglaise en Angleterre (comme du temps de Cromwell) avait son origine dans l'asservissement de l'Irlande. »

La confession de Bakounine au tsar

Lors de la contre-révolution qui balaya l'Europe centrale au milieu de l'année 1849, Bakounine se trouvait dans l'Etat de Saxe, en Allemagne orientale. Comme Engels, en Rhénanie et à Bade, il choisit de s'engager dans une action d'arrière-garde - un soulèvement dans la ville de Dresde - militairement désespérée. Contrairement à Engels, Bakounine ne réussit pas à gagner l'exil. Il fut capturé par les autorités saxonnes qui le remirent entre les mains des Autrichiens qui, eux-mêmes, après quelques années, le remirent entre les mains des Russes.

Peu après son emprisonnement à la forteresse Pierre-et-Paul de Saint-Petersbourg en 1851, un officier supérieur de la police poussa Bakounine à confesser ses crimes au tsar comme à son « père spiri-

tuel ». De façon étonnante, Bakounine se confessa : « Si je me confessais à Vous comme à mon souverain, cette confession se bornerait à ces mots : Sire, je suis absolument coupable envers Votre Majesté Impériale et envers les lois de la patrie [...]. Oui, Sire, je me confesserai à Vous comme à un père spirituel dont on attend le pardon, non pas ici-bas, mais dans un autre monde ; et je prie Dieu qu'il me suggère des paroles simples, sincères, venues du cœur, sans ruse et sans adulation, en un mot des paroles dignes de trouver accès au cœur de Votre Majesté Impériale » (Confession [PUF, 1974]). Depuis les décembristes des années 1820 jusqu'aux populistes des années 1870 et aux bolchéviks, menchéviks et socialistes-révolutionnaires du début du XX^e siècle, des milliers de révolutionnaires russes ont affronté les exécutions, la prison et les travaux forcés en Sibérie. Et pourtant, à la seule exception de Bakounine, jamais un révolutionnaire russe connu n'a adressé un appel personnel abject au tsar.

Mais il serait erroné de considérer la confession de Bakounine comme une répudiation de ses idées ou même une démarche hypocrite pour assurer sa liberté ou pour obtenir que sa sentence soit commuée en exil en Sibérie. Le thème majeur de ce long document est de gagner Nicolas I^{er} à la cause du panslavisme révolutionnaire. En particulier, Bakounine en appelle au sentiment antiallemand supposé être partagé par tous les véritables Slaves : « La haine contre les Allemands est la base première de l'Union slave ; cette haine est si intense, si profondément ancrée dans le cœur de tout Slave,



British Museum

Emprisonné en Russie dans les années 1850, Bakounine adressa un appel servile au tsar Nicolas I^{er} (ci-dessus) pour que celui-ci dirige la libération des peuples slaves.

que même à l'heure actuelle j'ai la conviction, Sire, que tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, et quelles que soient les conditions politiques en Europe, les Slaves secoueraient le joug allemand, et qu'un temps viendra où il n'y aura plus de Slaves prussiens, ni autrichiens, ni turcs [...]. Vous n'êtes pas sans savoir, Sire, combien profondes et intenses sont les sympathies que les Slaves éprouvent vis-à-vis du puissant Empire russe, dont ils espèrent aide et protection, et à quel point le gouvernement autrichien et tous les Allemands en général craignent et craignent le panslavisme russe ! » Le programme fondamental avancé dans la « Confession » - une fédération des peuples slaves libres - est ainsi le même que celui avancé dans l'Appel de 1848 ; sauf que, désormais, il devait être réalisé avec l'aide de l'autocratie tsariste et non grâce à son renversement.

La « Confession » ne devrait pas être écartée comme l'acte aberrant d'un homme désespéré, sans rapport avec l'anarchisme bakouniniste en tant que doctrine ou mouvement. Comme nous l'avons vu, une des prémisses centrales de l'anarchisme est l'existence d'une morale universelle qui transcende les divisions et les conflits de classes. Du point de vue de Bakounine, il était tout aussi possible de gagner le tsar de toutes les Russies à un programme de libération nationale et

Suite page 6

Anarchisme...

Suite de la page 5

sociale que de gagner un noble « éclairé », un ouvrier ou un paysan. Et, en fait, une dizaine d'années après avoir écrit sa « Confession », alors qu'il s'était échappé de Russie et qu'il résidait en toute sécurité à Londres, Bakounine en appela encore au tsar pour diriger le mouvement de libération nationale slave ! Dans une brochure de 1862, *la Cause populaire : Romanov, Pougatchov ou Pestel*, il déclarait : « Nous devrions très volontiers, entre tous, suivre Romanov, si Romanov pouvait et voulait se transformer d'un empereur pétersbourgeois en un tsar national [...] Nous le suivrions parce que lui seul réaliserait et parachèverait une grande révolution pacifique sans verser une goutte de sang russe ou slave » [souligné dans l'original].

Tout en jugeant la « Confession » de Bakounine comme un document « très curieux et instructif », Nicolas I^{er} décida de laisser son auteur croupir dans les cachots de la forteresse Pierre-et-Paul. Ce ne fut qu'en 1857, en grande partie grâce à l'intervention de sa famille, que Bakounine fut libéré et exilé en Sibérie. Quelques années plus tard, il s'en échappa, traversa le Pacifique et arriva à Londres où il devint membre du cercle d'Alexandre Herzen. A cette époque, la politique de Bakounine était encore une version de gauche – mais virulemment antiallemande – du nationalisme panslave. Dans une lettre à sa belle-sœur en 1862, il écrivait : « Je m'occupe uniquement de la cause polonaise, russe et panslave et prêche systématiquement avec une fervente conviction la haine contre les Allemands » (cité dans E.H. Carr, *Michael Bakounin* [1937]).

La carrière de Bakounine nationaliste panslave de gauche prit fin avec la défaite du soulèvement national polonais contre l'autocratie tsariste en 1863. Il essaya d'atteindre la Pologne pour prendre personnellement part à la lutte mais finit par échouer en Suède. Herzen et lui publièrent des écrits appelant les démocrates russes à soutenir les Polonais et appelant les soldats russes à ne pas tirer sur leurs frères polonais. En même temps, Bakounine était très critique par rapport aux dirigeants aristocrates de la rébellion polonaise pour leur opposition à une révolution agraire. Son désenchantement à l'égard du nationalisme polonais l'amena aussi à abandonner le panslavisme. Dès lors, il est allé voir ailleurs si l'herbe était plus verte et, en conséquence, imagina une nouvelle doctrine politique.

Naissance du mouvement anarchiste

En 1864, Bakounine se rendit en Italie où il fit partie du cercle rassemblé autour

de la princesse Zoe Obolonsky, une riche noble russe qui soutenait les causes radicales. Ce fut grâce aux largesses de cette princesse russe qu'il put constituer sa première société secrète. Ses premières recrues étaient principalement des intellectuels déclassés qui avaient été impliqués dans le mouvement nationaliste italien mais qui avaient perdu leurs illusions dans l'Etat bourgeois unifié italien, conservateur, issu du Risorgimento. Quand la princesse Obolonsky déménagea en Suisse quelques années plus tard, Bakounine y suivit sa protectrice ; il restera dans la république alpine tout en faisant des incursions occasionnelles à l'étranger, jusqu'à sa mort en 1876.

Ce fut durant son séjour italien que l'anarchisme bakouniniste prit naissance à la fois en tant que doctrine et en tant que mouvement. En appelant à une révolution au nom de l'anarchisme, Bakounine se tournait vers la même couche sociale – à la seule différence qu'à présent elle se situait en Europe méridionale – à laquelle il s'était adressé précédemment au nom du panslavisme démocratique : intellectuels déclassés comme lui, artisans appauvris et autres éléments plébéiens urbains, paysans pauvres et travailleurs ruraux. Le *Catéchisme révolutionnaire* de 1866, écrit pour la « Fraternité internationale », est un énoncé clair et puissant du programme de Bakounine. Ses écrits suivants sont dans une large mesure une élaboration et une défense des positions esquissées dans ce document embryonnaire. Le *Catéchisme* fait valoir ce qui deviendra le principe négatif fondamental de l'anarchisme : « la dissolution radicale de l'Etat autoritaire, agressif, centralisé, y compris ses institutions militaires, bureaucratiques, gouvernementales, administratives, juridiques et législatives » (reproduit dans Dolgoff, *Bakounin on Anarchy*). Ce document stipule aussi l'élément positif fondamental du programme anarchiste : « La réorganisation interne de chaque pays sur la base de la liberté absolue des individus, des associations productrices et des communes » [souligné dans l'original]. Ces communes autonomes se fédéreraient librement en provinces autonomes qui, à leur tour, se fédéreraient librement en nations autonomes.

La société projetée par Bakounine est à beaucoup d'égards très séduisante. Contrairement au bigot réactionnaire Proudhon, les idées de Bakounine sur les questions sociales étaient authentiquement libertaires (mis à part une forte dose d'antisémitisme). Il croyait en l'égalité et la liberté sexuelles : « Que dans la société libre, le mariage, religieux et civil, doit être remplacé par le mariage libre. Les femmes et les hommes adultes ont le droit de s'unir et de se séparer à leur convenance, la société n'ayant le droit ni d'empêcher leur union ni de les forcer à la maintenir. » Il soutenait aussi les droits des enfants contre les parents tyranniques



Dietz Verlag

Friedrich Engels polémique contre l'appel de Bakounine en faveur d'un Etat panslave démocratique, qu'il qualifiait de « songe creux ».

et brutaux, attitude progressiste inhabituelle à l'époque. En ce qui concerne les personnes âgées : « les vieux, les malades et les infirmes jouiront de tous les droits sociaux et politiques et seront généreusement à la charge de la société. » En fin de compte, les conceptions communistes et anarchistes de ce qui constitue une bonne société convergent. La différence – et c'est la différence – c'est comment y arriver.

Une lecture précautionneuse et critique du *Catéchisme révolutionnaire* révèle des contradictions évidentes à cet égard. Bakounine, une personnalité très combative, n'était pas naïf au point de penser que les relations entre les provinces et les nations seraient toujours exemptes de tout conflit. En conséquence, il envisagea l'idée d'un tribunal international avec des pouvoirs considérables : « Le tribunal international n'aura d'autres fonctions que de résoudre, sans appel, toutes les disputes entre les nations et leurs provinces respectives [...]. Aucune nation fédérée ne fera la guerre contre un autre pays fédéré. S'il y a la guerre et que le tribunal international a prononcé sa décision, l'agresseur doit se soumettre. S'il ne le fait pas, les autres nations fédérées rompront les relations avec, et, en cas d'attaque de l'agresseur, elles s'uniront pour repousser l'invasion. » Un corps international qui a le pouvoir de décider d'une action militaire contre une nation « agresseuse » est en fait un super-Etat mondial, quel que soit le nom que Bakounine choisit de lui donner, qui d'évidence posséderait une force militaire organisée pour « repousser l'invasion ».

La contradiction fondamentale dans le *Catéchisme révolutionnaire*, et dans l'anarchisme bakouniniste en général, est

entre son plaidoyer en faveur de l'égalité économique à l'échelle mondiale et l'extrême décentralisation politique. Même dans les années 1860, de vastes inégalités séparaient les différentes régions d'Europe, sans parler du reste du monde. Le programme de Bakounine réclamait que chaque commune assure l'enseignement gratuit à tous les enfants. Très bien. Mais comment les enfants de paysans analphabètes de l'Italie du Sud ou de l'Espagne pourraient-ils recevoir un enseignement de même qualité que celui donné aux enfants d'artisans qualifiés des villes relativement prospères de Suisse ou d'Allemagne occidentale ? Elever le niveau de vie de l'Espagne pour atteindre celui de la Suisse nécessiterait une redistribution massive des ressources mondiales vers les pays les moins développés, ce qui n'est guère compatible avec l'autonomie locale et la décentralisation.

Evidemment, quelques communes et provinces auraient un niveau de vie de loin plus élevé que d'autres, en raison des différences de ressources naturelles dont elles sont dotées, du développement industriel, du niveau culturel de la population, etc. Et pourtant, aucun des nombreux écrits de Bakounine sur le fédéralisme anarchiste ne s'adresse à cette question. Comment, par exemple, seront déterminés les termes de l'échange entre des communes, des provinces et des nations qui exportent des produits agricoles et celles qui exportent des biens manufacturés ? A travers la concurrence du marché ? Bakounine l'aurait rejetée d'un revers de main. Par les décisions d'un tribunal international ? Comment alors faire respecter ces décisions ?

Si la question de surmonter les inégalités économiques entre les régions avait été posée à Bakounine et à ses partisans comme Kropotkine, ils auraient répondu sans aucun doute : les communes, les provinces et les nations les plus riches partageront volontairement leurs ressources avec les plus pauvres. « L'homme, prescrivait Bakounine, devrait souhaiter la liberté, la moralité et la dignité humaine de l'homme dans l'intérêt de sa propre dignité humaine, de sa propre moralité et de sa propre liberté » (*L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*, 1871, [traduit pas nos soins]). En dépit de l'athéisme militant de Bakounine, Kropotkine et Cie, l'anarchisme classique était, au fond, une forme laïque du millénarisme chrétien. Au lendemain de la révolution, l'humanité subirait une régénération morale et, désormais, vivrait selon le précepte : aime ton prochain comme toi-même. Cette vision idéaliste était à l'origine du conflit politique entre l'anarchisme bakouniniste et le socialisme scientifique de Marx et d'Engels, qui exprime les intérêts du prolétariat industriel moderne.

[A suivre]

Guerre raciste...

Suite de la page 1

de la hiérarchie catholique (le curé s'empresant de livrer les clés de son église aux flics). La même bénédiction que le goupillon donna au sabre dans la conquête et l'oppression coloniale raciste de l'impérialisme français en Indochine et en Afrique. La même bénédiction qu'elle avait accordée au régime de Vichy qui persécutait les Juifs. Par contre, l'Eglise catholique, aussi antisémite, anti-immigrée qu'anticommuniste, a accordé sa protection bienveillante à un fasciste endurci de type Touvier (protection dont il a bénéficié pendant plus de 30 ans – au vu et au su de la police et de la « justice » bourgeoises – dans des églises et autres monastères)...

Image d'apartheid made in France le 22 mars : les Noirs seront alignés d'un côté et les Blancs, supposés avoir des

« papiers en règle », de l'autre. 40 personnes seront arrêtées. Comble d'hypocrisie bourgeoise : le raid avait été repoussé au 22 mars – le 21 avait été déclaré « Journée antiraciste » ! Le 24 mars, au gymnase Japy, les quelque 300 Africains – dont beaucoup de femmes et de jeunes enfants – seront tous embarqués à destination du camp de rétention-concentration de Vincennes, pendant que les manifestants sur place seront interpellés.

Vincennes de sinistre mémoire : c'est le lieu où, en 1992, le gouvernement Mitterrand avait ordonné une rafle raciste contre un camp de familles africaines qui revendiquaient leur relogement dans des conditions décentes. C'est sous le règne de la « gauche » que sera mis en place l'arsenal de répression raciste sur lequel s'appuie, en l'aggravant, la chiraquie aujourd'hui au pouvoir : décrets interdisant le regroupement familial, charters, inauguration des camps de rétention-concentration et lois Pasqua. Ce renforce-

ment de l'arsenal législatif anti-immigré a donné un blanc-seing aux tueurs racistes, en uniforme ou non, et a engraisé les fascistes de Le Pen.

Aujourd'hui, la loi Toubon promet un nouveau renforcement de la répression contre les « immigrés » – mais aussi contre les Basques et autres opposants – et ceux qui les aident. La chasse aux « clandestins » est le fer de lance de la campagne raciste contre tous les immigrés. Tout comme la « lutte antiterroriste » déclenchée avec Vigipirate – le plus grand déploiement policier et militaire sur le territoire français contre la population immigrée depuis la guerre d'Algérie. *A bas Vigipirate ! Halte aux expulsions et à la chasse aux « clandestins » ! Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays doivent avoir le droit d'y rester ! Défense du droit d'asile ! A bas les lois Mitterrand-Pasqua racistes et tout l'arsenal législatif de terreur anti-immigrée ! Non à la loi Toubon ! Flics hors des quartiers immi-*

**Pour contacter
la Ligue trotskyste
et
la Jeunesse
spartaciste**

Paris

Le Bolchévik BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik BP 240
76003 Rouen cedex
Tél 35 73 74 47

Brésil...

Suite de la page 8

liste soutenue par le syndicat patronal Força Sindical, par la municipalité de front populaire de Volta Redonda et par Lima Netto, député du PFL [un parti de droite] au parlement fédéral. Il y a quelque temps, celui-ci a licencié 10 000 travailleurs de l'usine de la Société nationale sidérurgique (CSN) et a été à l'initiative du projet « parceria » [partenariat - des comités communs direction-syndicat] ; il fait aussi campagne pour éliminer la sécurité de l'emploi des travailleurs de la fonction publique. La presse bourgeoise locale, telle que le *Diário do Vale*, voit d'un mauvais œil les liens existant entre la liste MEL et Luta Metalúrgica, bien connue au Brésil pour son combat principal pour l'indépendance de classe des travailleurs et son opposition politique au front populaire de collaboration de classes dirigé par le Partido dos Trabalhadores [PT - Parti des travailleurs] de Lula.

Une succession de provocations

Il y a de puissantes forces derrière Arthur Fernandes et sa bande. L'année dernière déjà, pendant la campagne électorale, MEL avait été harcelé par le gouvernement. Les journaux locaux avaient mené une campagne accusant Geraldo Ribeiro et Alexandre Cerezo, de Luta Metalúrgica, d'être des « extrémistes ». Quelques mois auparavant, Cerezo, ouvrier métallurgiste licencié, avait été candidat à la présidence du syndicat des métallos de la région de Sul Fluminense (où est installée l'usine CSN, aujourd'hui privatisée), également en opposition à Força Sindical et à une liste de front populaire, et il est maintenant conseiller du SFPMV. Geraldo Ribeiro est secrétaire de la fédération syndicale régionale de la CUT et Cerezo est vice-président régional de la CUT. Ils ont été élus à ces postes en novembre 1993.

Avec l'orchestration de cette campagne, qui combine provocations physiques, réunions clandestines et articles diffamatoires dans la presse patronale, Arthur Fernandes et sa camarilla essaient d'arracher le contrôle du syndicat des mains de

son président élu, Geraldo Ribeiro. Un premier tract réclamant son départ avait été diffusé par ces comploteurs juste deux jours avant des négociations salariales prévues avec le maire. Résultat : le maire repoussa à plus tard ces négociations, avec l'argument fallacieux qu'il y avait un conflit interne au syndicat. Alors, les comploteurs sortirent un second tract accusant Geraldo de « trahison » parce qu'il mobilisait les travailleurs et rejetait les réunions secrètes avec le maire.

La réunion du 13 mars devait couronner cette tentative d'évincer par la force le président du syndicat. Dans un tract scandaleux, les aspirants usurpateurs, après avoir reproduit la partie du programme de la liste MEL - dont Arthur faisait partie ! - expliquant que la police, les forces armées et y compris la police municipale sont à tous les niveaux le « bras armé de la bourgeoisie », *appelaient de manière provocatrice à la réunion pour « défendre la police »*. C'était clairement une tentative de provoquer une confrontation physique avec la police pendant la réunion. Mais les travailleurs présents ont à une écrasante majorité soutenu Geraldo et lui ont renouvelé leur confiance comme président. Voyant que leur plan s'était retourné contre eux, les comploteurs ont alors eu recours à la provocation physique.

Qui a appelé la police militaire ? Arthur lui-même a reconnu l'avoir fait, le lendemain matin (14 mars) pendant l'émission de radio « Dário de Paula » sur

88 FM. Il a prétendu que le président du syndicat avait agressé Motorzinho, ce qui est exactement le contraire. En réalité, après l'attaque de Motorzinho, Arthur lui avait dit de s'excuser. Cela montre bien qu'Arthur ment. Dans cette même émission, Arthur accusa Luta Metalúrgica [LM] de l'avoir menacé de mort, utilisant cela comme excuse pour avoir appelé la police militaire et avoir engagé des flics municipaux comme « service d'ordre ». Encore un autre mensonge scandaleux ! En fait, c'est Arthur qui cherche à livrer les dirigeants de MEL et de LM à la violence de l'Etat, comme il a tenté de le faire le 13 mars.

Jamais auparavant dans l'histoire du SFPMV des membres du syndicat n'avaient appelé la police militaire à intervenir dans des réunions syndicales. A Volta Redonda, les travailleurs connaissent malheureusement bien la violence meurtrière de l'armée. Sous la dictature militaire de 1964-1984, c'était une « zone de sécurité nationale », étant donné l'importance de l'usine métallurgique CSN, la plus grande d'Amérique latine. Durant la grève des métallos de 1988, trois ouvriers - William, Valmir et Barroso - furent tués par l'armée.

La police militaire est bien connue pour ses assassinats racistes de centaines d'enfants des rues, noirs pour la plupart, dans l'Etat de Rio de Janeiro, dont les horribles massacres de Candelária et Vigário Geral, ainsi que pour le meurtre de deux dirigeants du Mouvement noir en

novembre 1994, pour la « disparition » du syndicaliste noir Rufino et pour le meurtre de beaucoup d'autres militants de gauche. Dans la région de Volta Redonda, le journal *O Globo* (13 septembre 1991) rapporte que de janvier à août 1991 au moins 113 enfants ont été tués par la police militaire. Les *guardas* municipaux sont également soupçonnés d'avoir été impliqués dans ces crimes. La police militaire et l'armée sont aussi responsables, en août dernier, d'un massacre de paysans dans l'Etat de Rondônia, au cours duquel « officiellement » onze personnes ont été assassinées. Récemment, ils ont attaqué une occupation de terre à laquelle participaient plus de 3 000 familles paysannes dans l'Etat de Pará.

Nous appelons le mouvement ouvrier et les défenseurs des droits démocratiques, dans tout le Brésil et au niveau international, à protester contre cette attaque scandaleuse qui frappe le syndicat des employés municipaux de Volta Redonda et à exiger : *Halte à la dangereuse provocation policière contre les militants syndicaux de Volta Redonda ! Police, bas les pattes devant les militants syndicaux !*

Merci de votre soutien. Salutations ouvrières.

Luta Metalúrgica/Liga Quarta-internacionalista do Brasil
Le 20 mars 1996

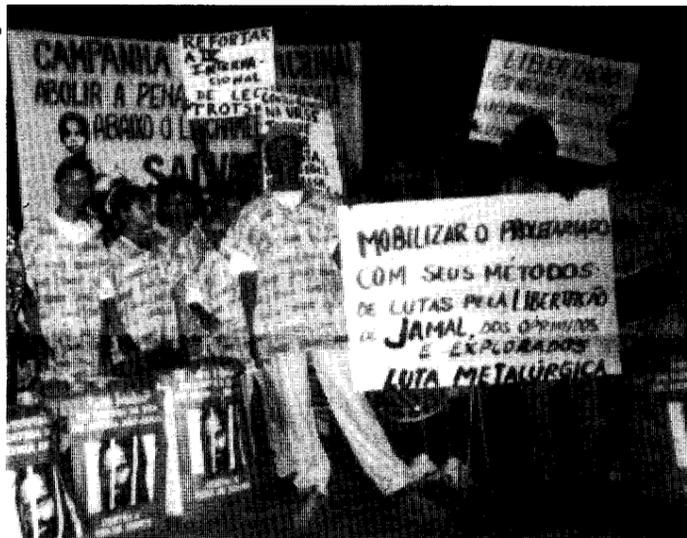
Nous vous demandons d'envoyer vos messages de protestation à : Marcello Alencar, gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, Palácio Guanabara, Rua Pinheiro Machado s/n, Laranjeiras, CEP 22238 900, Rio de Janeiro, RJ, Brésil. Télécopie : (55 21) 553 6090. Et à : Paulo César Baltazar, maire de Volta Redonda, Prefeitura Municipal, Praça Sávio Gama 53, Aterrado, CEP 27180 000, Volta Redonda, RJ, Brésil. Télécopie : (55 243) 46 4954.

Des messages de solidarité peuvent être adressés par courrier à : Geraldo Ribeiro, Rua União n° 147, Bairro Santo Agostinho, CEP 27290 000, Volta Redonda, RJ, Brésil. Et à : Luta Metalúrgica/Liga Quarta-internacionalista do Brasil, Av. Lucas Evangelista, n/418 sala 306, Aterrado, CEP 27295 320, Volta Redonda, RJ, Brésil.

Des copies de ces messages peuvent être envoyées au CDD, BP 202, 75822 Paris Cedex 17, tel. (1) 42 08 01 49.

Des documents relatifs à cette affaire sont disponibles dans les locaux de Luta Metalúrgica. ■

Rassemblement organisé à Volta Redonda, le 9 août 1995, par Luta Metalúrgica pour la libération de Mumia Abu-Jamal, le journaliste noir américain condamné à mort aux USA.



grés ! Groupes de défense ouvriers/immigrés ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles !

A bas la « forteresse Europe » raciste !

Avec la victoire de la contre-révolution capitaliste dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est et la disparition de l'ennemi commun à tous les impérialistes durant la Guerre froide antisoviétique, les rivalités interimpérialistes se sont intensifiées non seulement entre l'Europe, l'Amérique et le Japon, mais aussi entre les bourgeoisies européennes. Pour faire face à cette guerre commerciale, chaque bourgeoisie cherche à baisser le coût de la main-d'œuvre. Le chômage de masse se combine avec des attaques contre les programmes sociaux de la période de l'après-guerre (assurance-chômage, sécurité sociale, retraites, etc.)

En France, après la puissante grève de décembre dernier, le gouvernement ranchard Chirac-Juppé cherche à reprendre et intensifier son offensive pour imposer son programme de régression sociale à tous les travailleurs, en s'attaquant à la composante « immigrée » de la classe ouvrière pour diviser les travailleurs.

La vague de grèves de cet hiver dans la fonction publique a confirmé qu'on ne peut pas gagner contre ce système capitaliste pourri si les travailleurs de ce pays d'origine maghrébine ou africaine noire, qui sont au cœur des secteurs industriels clés comme l'automobile, n'y prennent pas toute leur place. C'est pourquoi il

était - et il est - crucial pour le mouvement ouvrier de mettre au centre de la mobilisation le combat contre la terreur et la ségrégation racistes.

Pour en finir avec l'oppression raciste, il faut en finir avec le capitalisme !

Le système capitaliste, dont le pillage colonial a réduit les pays du tiers monde à la misère désespérée, n'est aujourd'hui capable que d'apporter l'intensification de l'exploitation, le chômage, la régression sociale, même dans les métropoles impérialistes. Pour détourner la colère de la classe ouvrière, il désigne les travailleurs « immigrés » comme les boucs émissaires de sa propre crise économique. Cette même crise économique fait que la classe dominante n'a plus besoin comme avant de cette force de travail qu'elle a fait venir de ses ex-colonies et qu'elle veut aujourd'hui expulser en masse. La terreur et la discrimination racistes sont - aux mains de gouvernements de « gauche » comme de droite - l'arme principale de la bourgeoisie pour diviser et affaiblir la classe ouvrière.

Le problème n'est donc pas que le « racisme » est une mauvaise idée ; la terreur raciste est partie intégrante du système capitaliste pourrissant. La lutte pour en finir avec la ségrégation et la terreur racistes est intimement liée à la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière. Ce qu'il faut, c'est balayer tout ce système.

Les associations « antiracistes » et l'« extrême gauche » n'offrent à ceux qui

veulent combattre la terreur anti-immigrée que la « perspective » de faire pression sur Chirac pour que l'Etat bourgeois soit « moins raciste », c'est-à-dire que la bourgeoisie renonce à l'oppression raciste qui sert ses intérêts de classe. Mais il n'y a dans la lutte pour en finir avec cette oppression aucune place pour de mortelles illusions dans les bourreaux eux-mêmes : l'Etat bourgeois, ses flics et ses tribunaux qui ne sont que des instruments de répression au service de la classe capitaliste. Quand les flics ne terrorisent pas les quartiers immigrés, ils s'attaquent aux travailleurs en grève, comme à Marseille en décembre dernier.

Si aujourd'hui des dizaines de milliers de travailleurs déterminés se mobilisent en défense des familles africaines, le gouvernement, ses chiens de garde en uniforme et les nervis fascistes y regarderont à deux fois avant de se lancer dans de nouvelles provocations anti-immigrées.

De plus, de telles mobilisations changeraient le rapport des forces entre la bourgeoisie d'un côté et, de l'autre, les travailleurs et les opprimés, mettant ainsi la classe ouvrière en meilleure position pour mener son combat.

La classe ouvrière est la seule qui détienne la puissance sociale de briser la ségrégation et la terreur racistes, et d'écraser les fascistes, en en finissant avec le système capitaliste qui génère la barbarie. Le parti révolutionnaire est l'indispensable état-major de lutte du prolétariat. Nous nous battons pour construire ce parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique et internationaliste, qui entraînera derrière la classe ouvrière tous ceux qui sont sous le joug du capitalisme : « immigrés », femmes, jeunesse multiethnique. Pour un gouvernement ouvrier qui balayera tout le système capitaliste pourri ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe ! Rejoins notre combat ! ■

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe : 40 F (avion 60 F) - Etranger : mandat poste international

Belgique : 150 FB - Canada : 12 \$ - Maroc : 20 DH - Tunisie : 3 000 m

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10



La police militaire investit une assemblée de travailleurs municipaux

Brésil : flics, bas les pattes devant le syndicat de Volta Redonda !

Nous publions ci-après un appel de Luta Metalúrgica (LM), à Volta Redonda, un centre industriel brésilien proche de Rio de Janeiro. Le 13 mars dernier, la police militaire, connue pour ses méthodes sanguinaires, faisait irruption dans une réunion du syndicat des employés municipaux. Il est crucial d'envoyer aux autorités de l'Etat le message que le mouvement ouvrier et les défenseurs des droits démocratiques dans le monde entier sont solidaires avec ce syndicat face à cette provocation policière qui vise des secteurs combattifs du mouvement ouvrier brésilien.

LM, qui a récemment adopté le nom de Liga Quarta-internacionalista do Brasil (LQI), est en relations fraternelles avec la Ligue communiste internationale, dont la

Appel urgent à la solidarité ouvrière internationale

Ligue trotskyste est la section française. En août dernier, LM organisa des rassemblements de travailleurs et de Noirs contre la menace d'exécution du journaliste noir américain Mumia Abu-Jamal. Un de ces rassemblements était coorganisé, le 10 août 1995, par le syndicat qui est aujourd'hui la cible des flics.

Le Comité de défense sociale (CDDS), organisation de défense liée à la Ligue trotskyste, demande aux lecteurs du *Bolchevik* de prendre la défense de ces militants syndicaux. L'appel qui suit est diffusé avec une documentation complé-

mentaire qui est disponible sur demande au CDDS.

La direction du combatif Syndicat des travailleurs municipaux de la ville de Volta Redonda (SFPMVR), au Brésil, est la cible d'une série de provocations de plus en plus nombreuses, qui ont culminé de façon sinistre avec une menaçante incursion armée de la police militaire dans une assemblée du syndicat. Dans l'après-midi du 13 mars, alors que se déroulait une réunion des adhérents du SFPMVR à l'extérieur du bâtiment de la mairie, Geraldo Ribeiro, le président du syndicat, élu sur la liste « Municipários em Luta » [MEL - Employés municipaux en lutte] en novembre dernier, a été agressé physiquement, et apparemment avec préméditation. Cinq minutes à peine après cette agression, une escouade de quatre policiers militaires armés de pistolets et de fusils à pompe faisait irruption dans la réunion. Fait troublant, l'assistant médecin légiste, actuellement candidat au conseil municipal et connu sous le nom de « Pereira », est également arrivé sur les lieux.

Bien que le président du syndicat Geraldo Ribeiro ait réussi à calmer les policiers et que personne n'ait été blessé, c'était une attaque qui aurait pu être meurtrière contre le SFPMVR, contre la fédération syndicale CUT à laquelle il est affilié et contre le mouvement ouvrier tout entier. La police militaire est bien connue pour ses assassinats d'enfants des rues, de Noirs, de paysans et de tous ceux que les autorités considèrent comme « suspects ». Nous lançons un appel urgent aux syndicats et aux organisations ouvrières, dans tout le Brésil et dans le monde entier, pour qu'ils dénoncent cette attaque et exigent : Police, bas les pattes devant le syndicat des employés municipaux de Volta Redonda ! Une attaque contre un est une attaque contre tous !

Cette incursion de la police militaire a été orchestrée par le dénommé Arthur Bonizzetti Fernandes, secrétaire du syndicat, qui au cours des deux derniers mois a mené une campagne de provocations dans le but de chasser par un coup de force Geraldo Ribeiro, le président du syndicat, et Alexandre Honorato « Cerezo », son conseiller, également dirigeant de Luta Metalúrgica (LM). Au tout début de la réunion du 13 mars, l'un des membres de la fraction d'Arthur, Sebastião de Fátima Batista Passos, connu sous le nom de « Motorzinho », a commencé à provoquer Geraldo Ribeiro, en tentant d'empêcher le président du SFPMVR de présider la réunion syndicale à laquelle assistaient une cinquantaine de personnes. Alors que les travailleurs présents scandaient « Geraldo président », Motorzinho continua à pousser Ribeiro, puis l'agrippa par le bras, déchirant sa chemi-

se. Si Geraldo n'a pas été blessé, c'est uniquement parce que des membres du syndicat sont intervenus énergiquement pour le défendre, alors que Motorzinho continuait à l'injurier grossièrement.

Cinq minutes à peine après cette altercation, les quatre policiers militaires sont arrivés. Il y avait deux sergents et deux agents, ces derniers armés de fusils à pompe et de revolvers. Les fusils à pompe ne sont généralement pas utilisés par la police au Brésil en cas de grève. Ils sont plutôt utilisés dans des situations de confrontation extrêmement violente. Ce sont les armes préférées de la ROTA, la police militaire de l'Etat de Sao Paulo, connue internationalement comme une des forces de police les plus violentes du monde.

La police militaire a déclaré être venue parce qu'on l'avait appelée et a demandé s'il y avait un problème. Le président du syndicat, Geraldo Ribeiro, a répondu avoir la situation en mains. A cet instant, Arthur et Motorzinho se précipitèrent sur Cerezo en le désignant à la police militaire et prétendirent qu'il avait menacé de les tuer. Cerezo montra à la police qu'il n'était pas armé. La police militaire rangea ses fusils à pompe, mais revint avec des matraques anti-émeutes et se positionna de façon stratégique, encerclant l'assistance et plaçant l'assemblée sous occupation policière.

Plus tard, trois policiers municipaux (*guardas*) sont arrivés ; plusieurs policiers en civil étaient également présents dans la réunion. On a entendu l'un d'entre eux dire qu'ils avaient été engagés par Arthur pour 10 Reias [50 FF] chacun, mais qu'ils avaient peur de ne pas être payés parce que, selon Arthur, ils étaient arrivés trop tard.

Cette agression survient au moment où le gouvernement fédéral et le congrès brésiliens préparent une révision constitutionnelle pour éliminer les acquis, les droits et la sécurité de l'emploi des travailleurs de la fonction publique, ce qui doit donner lieu à des licenciements massifs. Elle fait partie d'une campagne visant à détruire le Syndicat des travailleurs municipaux, qui s'est battu sans relâche contre les licenciements décrétés par la mairie de Volta Redonda. Ces dernières années, le SFPMVR a mené sept grèves qui ont réussi à empêcher 2800 licenciements. Ribeiro, le président du syndicat, a joué un rôle important dans ces grèves. Le moment choisi pour cette attaque policière est particulièrement inquiétant puisqu'au cours des dernières semaines, Ribeiro s'est efforcé de séparer du syndicat la police municipale, parce que la police ne fait pas partie du mouvement ouvrier. Le travail de la police, c'est le brisage des grèves et les attaques racistes brutales qui sont la réalité quotidienne de « la loi et de l'ordre » capitalistes au Brésil.

Geraldo, a été élu président du SFPMVR sur la liste MEL à une majorité écrasante de 62 % des voix, contre la

Suite page 7

Les escadrons de la mort policiers assassinent les enfants des rues



La police brésilienne est tristement célèbre pour ses assassinats d'enfants des rues, noirs, dans les gigantesques *favelas* (bidonvilles) des banlieues des grandes villes. En haut, une patrouille de la police militaire dans le quartier de Rocinha, à Rio de Janeiro. En bas : six enfants des rues massacrés dans le bidonville de Duque de Caixas en novembre 1991.

Le 15 mars dernier, un escadron de la mort policier a encore tué trois enfants

des rues à Belo Horizonte. Ces froids assassins, qui se désignent eux-mêmes sous le nom de « groupe de réaction », ont laissé une lettre où figurait une protestation contre les bas salaires des flics civils et cette menace : « *Le rituel du sang ne s'arrêtera pas.* »

Telle est la conception de l'« action revendicative » qu'ont les flics tueurs. Nous disons : *Les policiers sont le bras armé de la bourgeoisie ! Flics, hors des syndicats !*